



Synthèse Forum l'Esprit de l'innovation IV

Travail, Capital et Savoir dans la Mondialisation

Le travail dans la mondialisation : c'est l'entrée qui a été choisie pour ce IVe forum l'Esprit de l'Innovation qui s'est tenu à Grenoble, à la Wesford Business School du 18 au 21 mars 2010. Alors que le travail salarié est devenu une norme mondiale d'organisation sociale par delà des frontières, mais aussi le moyen privilégié de l'insertion sociale, les formes, les statuts et les conditions de travail sont marquées par davantage d'individualisation, de flexibilité, de précarité. La souffrance au travail est aussi forte que la souffrance du non travail. Celle-ci gagne peu à peu les échelons et les grades de l'administration des entreprises et des institutions, n'épargnant aucun statut ou qualification. La collaboration et le travail de groupe, de même les technologies qui l'accompagnent, qui étaient censés libérer les initiatives se traduisent paradoxalement par un contrôle plus grand, nuisible à la créativité tant vantée à l'heure de l'économie de la connaissance et du savoir.

Travail salarié, mais dévalorisé tant dans les pays développés qu'en développement... Ce constat a été relié à la phase actuelle de la mondialisation, marquée par le poids croissant de la finance dans les activités économiques. La mondialisation n'est certes pas nouvelle, et l'histoire en dévoile de nombreuses facettes, de l'Antiquité, au Moyen Age jusqu'aux périodes plus contemporaines. A la mondialisation commerciale des débuts du capitalisme, s'est ajoutée dès la fin du 19^e siècle celle de la production, puis à partir des années 1980, cette nouvelle vague de mondialisation financière engendrée par les politiques de libéralisation et de déréglementation tous azimuts. Paroxysme de l'instantanéité des échanges, elle s'éloigne des bases réelles de l'activité économique en les entraînant pourtant dans des tourbillons de fragilité, d'asymétries et de risques globaux. Dans ce nouveau contexte, la firme multinationale apparaît comme l'emblème de la mondialisation puissante, tout en étant écartelée sur l'autel du court-termisme imposé les investisseurs d'un genre nouveau, pourtant dits « institutionnels ». Nouvelles structures (en réseau), nouvelle gouvernance (fondée sur la valeur dégagée pour l'actionnaire), et constante nouvelle stratégie (innovation permanente). La firme, mue par la finance, empoigne le monde, et jongle avec les territoires, au gré des opportunités et de la disponibilité construite de capital et de travail.

Le territoire, comme enjeu de la mondialisation : les territoires sont en concurrence pour attirer les investissements, sources d'emplois nouveaux et de technologies perfectionnées. Ils doivent alors se parer de leur plus beaux atours, devenir des milieux innovateurs, producteurs de connaissances spécialisées et générateurs d'investissements nouveaux. Le cluster est le palais moderne des territoires, attirant les firmes multinationales comme les entrepreneurs ambitieux, mais aussi source de croissance et de prestige. A l'ère mondiale, le territoire abrite aussi dans les mailles de l'économie sociale les laissés pour compte de la dynamique économique.

La crise économique renforce ces tendances et appelle à la réflexion sur de nouvelles formes de gouvernance au niveau local, comme au niveau global. La politique publique, nationale et internationale a depuis longtemps été appelée (tant dans la théorie que dans la réalité) à accompagner et faciliter le libre jeu des marchés en fournissant un cadre global d'accumulation réducteur de risques pour les investisseurs, appuyant les initiatives individuelles et accompagnant les agents dans leur logique d'accroissement des compétences individuelles et du savoir global. Dans un contexte de crise, la politique publique est de nouveau appelée à rassurer et accompagner, cette fois en freinant les comportements désormais considérés comme déviants et surtout en finançant la réparation des dégâts. Pour faciliter l'émergence d'un nouveau cycle ?

La réflexion sur une véritable nouvelle gouvernance pourrait aussi partir de bases différentes de celles sur lesquelles la mondialisation s'est déployée, s'appuyer sur le potentiel offert par les technologies nouvelles (dans les domaines de l'environnement, de la santé) pour satisfaire les besoins communs et fondamentaux avant de s'intéresser à ceux des individus solvables. Cette nouvelle gouvernance pourrait s'inspirer d'expériences utilisées par le passé pour reconstruire mais pourrait aussi en tenter de nouvelles. La crise comme laboratoire d'innovations technologiques, mais aussi organisationnelles et sociales : les débats du forum l'Esprit de l'Innovation IV se poursuivront précisément sur le thème « Environnement, Innovation et développement durable : vers un nouveau paradigme techno-économique » en octobre 2010, à Marseille.

Blandine Laperche

